

vices civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1360 : *Etudiants des lycées* [21 avril 1951] (p. 3706); Chap. 1410 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Situation des directeurs des écoles normales primaires)* (p. 3730, 3731); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Service du ravitaillement)* [25 avril 1951] (p. 3960); Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les contrôleurs de l'Etat (Réduction du corps des contrôleurs)* (p. 3964).

DUPUY (M. Marc), Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des finances [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à retarder la date des élections à l'Assemblée de l'Union française jusqu'après la fixation par la loi du statut des Assemblées instituées par la Constitution dans les divers territoires et groupes de territoires d'outre-mer, n° 856. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Santé publique, n° 1556. — Le 15 juillet 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, n° 2020. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet portant ouverture sur l'exercice 1948 d'un crédit affecté à la lutte contre le paludisme en Corse, n° 3750. — Le 29 avril 1948, un

extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Santé publique et population, n° 4046. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice [1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Santé publique et population (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-47), n° 4046. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Santé publique et population (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-54), n° 4046. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Santé publique et de la Population par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6509. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Santé publique et de la population par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 7045. — Le 20 juillet 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à instituer un laboratoire national du Ministère de la Santé publique et de la Population et de l'Académie de médecine groupant en un laboratoire unique, le laboratoire de contrôle des médicaments antivénéériens et l'Institut supérieur de vaccine, n° 7935. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionne-

ment des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 25). Le 20 décembre 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à instituer un laboratoire national du Ministère de la Santé publique et de la population groupant en laboratoire unique le laboratoire central du Ministère de la Santé publique et de la population, le laboratoire de contrôle des médicaments antivénéreux et l'Institut supérieur de vaccine, n° 8791. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 21 juin 1865, pour permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle, n° 9212. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à relever de 10 francs à 25 francs la base d'imposition des attractions foraines et à exonérer de la taxe sur les spectacles certains divertissements forains, n° 10190. — Le 29 juin 1950, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit provisionnel de 5 milliards de francs en vue de l'indemnisation et de la réparation des dommages causés par les calamités agricoles, n° 10474. — Le 26 avril 1951, une proposition de loi tendant à ce que le deuxième tiers provisionnel ne puisse être exigé sur les impôts directs dus en 1951, avant le 15 juillet 1951, n° 12986. — Le 30 avril 1951, une proposition de loi tendant à ce que les produits des exploitations ostréicoles achetés aux pêcheurs et revendus bénéficient de l'article 63 du Code général des impôts lorsque les huitres ont séjourné plus de deux mois dans les viviers de ces exploitations ostréicoles, n° 13040.

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du département de l'Allier [28 novembre 1946] (p. 8). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite (*Situation des cheminots*) [31 janvier 1947] (p. 131). — Répond à la communication de M. le Président du Conseil relative à la grève des cheminots [10 juin 1947] (p. 2012, 2013). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de

l'exercice 1947 (Dépenses civiles); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [17 juillet 1947] (p. 3112, 3113); Chap. 100 : *Traitements du ministre et de l'administration centrale* (p. 3125); Chap. 526 : *Subventions à l'Entr'aide française* [18 juillet 1947] (p. 3162). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [5 août 1947] (p. 3932). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et sa politique générale [27 novembre 1947] (p. 5149); la développe (p. 5174, 5175, 5176); *Discussion générale* (p. 5186). — Dépose une demande d'interpellation : sur le refus fait au journal *La Gironde populaire* de lui accorder du papier en raison de son tirage [11 décembre 1947] (p. 5649); — sur les causes et responsabilités des accidents de chemin de fer de Montluçon et Riom [16 décembre 1947] (p. 5781). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 7 : *Ses amendements relatifs aux allocations aux grands invalides* [6 février 1948] (p. 520); — de la proposition de résolution relative au maintien et au développement des orchestres et postes régionaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 670); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et le rééquipement (Budget 1948, dépenses civiles); Art. 9 : *Amendements de MM. Louvel et Lousteau relatifs à l'équipement de l'Electricité de France et des Houillères nationales* [25 février 1948] (p. 1108); Art. 10 : *Ouverture de crédits à la S. N. C. F. pour le premier semestre 1948* (p. 1111, 1112); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 12 bis : *Son amendement tendant à élever à 60.000 francs l'abattement à la base pour les ostréiculteurs* [23 avril 1948] (p. 2227); Art. 52 : *Tarifs des impôts indirects* [27 avril 1948] (p. 2285); *Amendement de M. Guyon tendant à fixer à 240 francs par hectolitre les droits de circulation des vins à appellation contrôlée* (p. 2287); — de la proposition de loi créant un Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux : *Discussion générale* [14 mai 1948] (p. 2631); Art. 7 : *Amendement de M. Audeguil relatif à la perception des recettes du Conseil* (p. 2634); *Son amendement relatif aux recettes du Conseil* (p. 2635); le retire (*ibid.*); *Ses explications de vote sur l'en-*

semble (p. 2636); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1948] (p. 5037); Chap. 502 : *Hygiène et prophylaxie dentaire* (p. 5064); Chap. 514 : *Institut national d'hygiène* (p. 5068); Chap. 519-2 : *Subventions à la Croix Rouge* (p. 5069); Chap. 526 : *Amendement de M. Cordonnier tendant à réduire de 375 millions les subventions à l'Entr'aide française* (p. 5072, 5073); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 7 : *Amendement de M. Burel tendant à retirer de la compétence des pouvoirs réglementaires la limite d'âge des fonctionnaires* [10 août 1948] (p. 5672, 5673); *Son amendement relatif à la réforme des régimes de la Sécurité sociale* (p. 5676); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8134); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Demande de M. Serre de renvoi à la suite* [11 mars 1949] (p. 1590); — du projet de loi portant création d'une assemblée représentative élue en Cochinchine, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [12 mars 1949] (p. 1614); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la population, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1949] (p. 1773, 1774). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de transports ferroviaires suivie par le Gouvernement et la réorganisation de la S. N. C. F. [20 mai 1949] (p. 2753); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation [31 mai 1949] (p. 2952). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [21 mai 1949] (p. 2774, 2775, 2776); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur les transports ferroviaires et la situation des cheminots)* [23 mai 1949] (p. 2837, 2838, 2839); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 21 milliards 500 millions pour couvrir le déficit de la S. N. C. F.* [31 mai 1949] (p. 2954, 2955); *Amendement de M. Bergeret tendant à n'accorder à la S. N. C. F. que des avances de trésorerie* (p. 2969); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant 15 milliards d'économies réalisées par la S. N. C. F. sur les travaux en cours* (p. 2992,

2993); Art. 7 : *Avenants modifiant la convention du 31 août 1937 entre l'Etat et la S. N. C. F.* (p. 3003); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Dispositions générales; Art. 7 : *Son amendement tendant à disjointer l'article* [1^{er} juillet 1949] (p. 4045); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1^{er} ter : *Son amendement tendant à conserver les usines de Bordeaux du groupe de la S. N. C. A. S. O.* [28 juin 1949] (p. 3845, 3846); — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et grands infirmes : *Urgence* [7 juillet 1949] (p. 4321); en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 4322); [19 juillet 1949] (p. 4762, 4763); Article additionnel : *Son amendement tendant à fournir les moyens de financement de ce projet* (p. 4770). — Dépose une demande d'interpellation : sur les incendies des Landes en août 1949 et l'insuffisance des moyens de protection [24 novembre 1949] (p. 6261); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [6 décembre 1949] (p. 6635); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à l'égard de la S. N. C. F., notamment des licenciements massifs et des hausses de tarif [9 décembre 1949] (p. 6736). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la Sécurité sociale par la Cour des Comptes, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cinq emplois d'auditeurs de 1^{re} classe* [22 décembre 1949] (p. 7136); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme de la S. N. C. F., les itinéraires trans-européens et les licenciements de cheminots)* [22 décembre 1949] (p. 7167, 7168); — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes et développe son interpellation y relative [13 janvier 1950] (p. 240, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249); *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 351); *Son ordre du jour établissant la responsabilité du Gouvernement et demandant la satisfaction des réclamations des sinistrés* [20 janvier 1950] (p. 396); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lamarque-Cando* (p. 402). — Dépose une demande d'interpellation : sur le lock-out de 900 ouvriers des usines de pétrole à Ambès [17 janvier 1950] (p. 278); — sur les sabotages commis sur les voies ferrées et les mesures prises pour assurer la sécurité des voyageurs

[20 janvier 1950] (p. 417). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement tendant à majorer de 4 milliards les investissements de la S. N. C. F.* [31 janvier 1950] (p. 777, 778). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale des rhums « Mamita » de Bordeaux [23 février 1950] (p. 1333). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Investissements pour la S. N. C. F.* [26 avril 1950] (p. 2898). — Dépose une demande d'interpellation sur les irrégularités commises par le tribunal militaire de Bordeaux pendant le procès de Mme Raymonde Dien [6 juin 1950] (p. 4329). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur* [9 juin 1950] (p. 4559, 4560); Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* [12 juin 1950] (p. 4612); Chap. 4190 : *Demande de rétablissement des crédits pour les dépenses d'immigration en France, présentée par le Gouvernement* (p. 4630); Chap. 5080 : *Amendement de M. Dutard tendant à rétablir les crédits pour prophylaxie du cancer* (p. 4635); — d'une proposition de résolution relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Ses explications de vote* [20 juillet 1950] (p. 5654, 5655). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation et la condamnation du jeune patriote Claude Thomas à Bordeaux [25 juillet 1950] (p. 5931). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6575). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise à la disposition des forces américaines des ports de Bordeaux et de La Pallice [10 novembre 1950] (p. 7628). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative à l'accord franco-américain concernant les ports de Bordeaux et de La Pallice [17 novembre 1950] (p. 7874, 7875). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140 : *Couverture du déficit de la S. N. C. F.* [19 décembre 1950] (p. 9306, 9307); —

du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 11 *quater* : *Son amendement tendant à disjoindre l'article prévoyant un plan d'économies et de réformes* [29 décembre 1950] (p. 9830); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 23 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au financement des dépenses d'intérêt militaire (bases américaines en France)* [30 décembre 1950] (p. 9887, 9888); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa exemptant d'impôts les indemnités prévues* [30 janvier 1951] (p. 522, 523); *Son amendement tendant à soumettre les indemnités aux taxes de mutation* (p. 525); — des interpellations sur le prix du tabac à la production : *Sa demande de clôture de la discussion générale* [20 février 1951] (p. 1388); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; Art. 1^{er} : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux régimes d'assistance et de sécurité sociale* [21 mars 1951] (p. 2314). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'installation de forces américaines au port de Bordeaux [21 mars 1951] (p. 2469); — sur les revendications des travailleurs des tramways de Bordeaux [7 avril 1951] (p. 2908). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 3100 : *Contrôle des sérums et vaccins* [4 mai 1951] (p. 4530, 4531); Chap. 3490 : *Echange de personnel médical en vertu du traité de Bruxelles* (p. 4548); Chap. 4080 : *Protection infantile* (p. 4570, 4571).

DUPUY (M. Marceau), Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014),